



Les relations algéro-françaises à la fin de l'époque ottomane (1800 – 1830)

Franco-Algerian Relations at the Late Ottoman Era 1800-1830

**Sahraoui Nourelhouda¹ Université de la manouba (Tunisie),
nourelhoudasahraoui1997@gmail.com**

**Lakrout khimili, Université Alger 02,
lakroutkhimili16@gmail.com**

Reçu: 22/ 09/2024 **Accepté:** 23102024 **Publié :** 29/12/2024

Abstract:

The topic of Franco-Algerian relations during the Ottoman era is considered one of the most significant subjects in defining state sovereignty. These relations represent a crucial phase in Algerian history, characterized by the weakness of the Algerian state and the concerted efforts of European powers against it, to the extent of launching military campaigns. This period serves as a fertile ground for historical writings that reveal the colonial projects of European states and their intentions to control and occupy Algeria, this imbuing these relations with tension on most occasions.

Keywords: Relations; the Ottoman era ; Algeria ;
.European States ; military campaigns

Résumé:

Le sujet des relations algéro-françaises pendant l'ère ottomane est l'un des thèmes les plus importants dans la définition de la souveraineté de l'État. Ces relations représentent une étape significative dans l'histoire de l'Algérie, marquée par la faiblesse de l'État algérien et l'agression des puissances européennes à son encontre, allant jusqu'à mener des campagnes militaires. Cette période constitue un terrain fertile pour les écrits historiques qui mettent en lumière les projets coloniaux des États européens et leurs intentions de contrôler et d'occuper l'Algérie, ce qui rend souvent ces relations tendues.

Mots clés: relations; époque ottomane ; Algérie ; États européens ; campagnes militaires.

Auteur correspondant, **Sahraoui Nourelhouda**
nourelhoudasahraoui1997@gmail.com

1. Introduction:

L'autorité ottomane gouvernant en Algérie, notamment à la fin de l'ère des deys, a connu une grande faiblesse en raison de l'instabilité causée par la propagation du chaos et des assassinats. Les Ottomans en Algérie ont adopté une politique d'exclusion des Algériens de la gestion des affaires du pays, leur interdisant d'occuper tout poste au sein de l'administration, quel qu'il soit. Les relations extérieures ont également été tendues, les puissances européennes cherchant à réaliser des gains territoriaux aux dépens de l'État algérien, particulièrement alors qu'il traversait des crises internes et externes.

Dans cette étude, nous tentons de mettre en lumière la nature des relations algéro-françaises à la fin de l'ère ottomane, de 1800 à



1830. Comment étaient les relations algéro-françaises à cette époque ? Quelles mesures l'État ottoman a-t-il mises en place pour prévenir l'occupation ?

La méthode adoptée dans ce travail de recherche est la méthode historique descriptive et analytique, en raison de la nature du sujet, qui nécessite précision, minutie et rigueur dans la transmission des faits tels qu'ils sont.

2. Fin du règne ottoman en Algérie :

2.2 Les causes internes :

L'Algérie, au cours du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle, a connu de nombreux mouvements de rébellion et de désobéissance menés par les habitants des régions rurales. Ces soulèvements étaient motivés par les mesures fiscales arbitraires imposées par les fonctionnaires de l'administration centrale, sans tenir compte des conditions difficiles auxquelles faisaient face les Algériens. Cela a conduit à l'émergence de l'insurrection et à une résistance contre ce qu'ils considéraient comme de l'injustice et de l'arbitraire⁽¹⁾.

Parmi les causes de ces troubles, on peut mentionner :

- L'aggravation des problèmes, la persistance des troubles et la détérioration des conditions de vie, entraînant une instabilité du régime, exacerbée par des abus et des cas

d'assassinat, ainsi que par la propagation du chaos, sans oublier les révoltes et les luttes internes entre les tribus ⁽²⁾ .

- La marginalisation des Algériens et leur exclusion des postes politiques et des fonctions élevées, en particulier ceux issus de la classe instruite et des notables. En revanche, les chrétiens convertis ont été favorisés et ont occupé des rôles politiques importants et des postes élevés dans l'État. Sous le règne des gouverneurs (1518-1587), sept Ottomans, sept éléments étrangers, deux karaghalas et deux Arabes venus de l'extérieur du Maghreb ont gouverné le pays. Les éléments d'origine algérienne étaient également marginalisés dans la représentation diplomatique auprès des États européens, où seuls les Ottomans ou les karaghalas étaient retenus ⁽³⁾ .
- La concurrence des étrangers face aux habitants locaux dans les activités commerciales. Cette situation a entraîné une détérioration des conditions de vie des classes moyennes des villes, les étrangers s'accaparant la majorité des contrats commerciaux, grâce aux privilèges dont ils bénéficiaient dans le domaine commercial. Cela a contribué à l'émergence de crises sporadiques. Le monopole des Juifs sur le commerce du blé a entraîné une hausse des prix, aggravant ainsi le niveau de vie des populations locales et suscitant un mécontentement généralisé qui a fait peser la responsabilité sur le gouvernement des deys ⁽⁴⁾ .
- La marginalisation des Algériens dans le domaine militaire, où aucun d'entre eux n'occupait de postes de responsabilité dans l'armée janissaire ou la marine. Ces responsabilités étaient réservées aux Ottomans, ce qui a



contribué à maintenir le caractère ottoman de l'État algérien⁽⁵⁾.

Ces causes ont conduit à des révoltes contre le règne ottoman en Algérie, parmi lesquelles on peut citer : la révolte d'Ibn al-Ahrash, la révolte de Derqaoua et la révolte tijaniyya. Ces soulèvements, d'origine religieuse, étaient en réalité une réaction contre la politique de marginalisation et d'exclusion à l'égard des Algériens, surtout après le recul du rôle des religieux dans le rapprochement entre le système et les exigences de la société⁽⁶⁾.

Cependant, le gouvernement des deys a réussi à réprimer ces révoltes révolutionnaires et à rétablir l'ordre et la sécurité. Cela est probablement dû au fait que ces révoltes manquaient d'unité, étant limitées à des régions spécifiques, ce qui a facilité leur répression. Néanmoins, ces révoltes ont laissé derrière elles d'importants dégâts économiques, coïncidant avec des catastrophes naturelles qui ont aggravé les conditions de vie des population⁽⁷⁾.

2.2 Les causes externes:

Pendant la période ottomane, l'Algérie a acquis une position importante dans le bassin occidental de la Méditerranée, jouissant d'une indépendance qui lui permettait d'établir des relations avec d'autres pays. Cependant, les conditions à la fin du règne ottoman, marquées par une faiblesse dans tous les domaines, ont rendu l'Algérie la cible des ambitions des

puissances européennes, qui ont cherché à l'affaiblir davantage par la création de crises afin de mieux la contrôler⁽⁸⁾.

Les relations algéro-européennes ont commencé à se détériorer depuis le conflit franco-britannique, notamment à cause de la campagne de Napoléon en Égypte en 1798, qui visait à établir un plan colonial pour imposer la domination sur les États d'Afrique du Nord à partir de l'Algérie⁽⁹⁾.

Cependant, le changement de la politique européenne après la chute de Napoléon Bonaparte en 1805, qui visait à rétablir l'équilibre international en Europe selon la politique de concorde internationale et les résolutions du Congrès de Vienne de 1815 et du Congrès d'Aix-la-Chapelle de 1818, ainsi que les accords de Londres (1816-1817), a placé l'Algérie en opposition permanente avec la plupart des pays européens ayant des intérêts dans la Méditerranée. Cela a poussé ces pays, principalement la France et la Grande-Bretagne, à s'opposer à l'Algérie, à anéantir ses activités maritimes, à libérer les prisonniers européens et à se débarrasser des charges que les dey imposaient sous forme de tributs, de cadeaux et de droits de douane en échange de privilèges commerciaux⁽¹⁰⁾.

À cette époque, la Grande-Bretagne était la plus grande puissance navale européenne, ce qui lui permettait d'agir au nom des pays européens pour communiquer à l'État algérien les décisions du Congrès de Vienne (1815)⁽¹¹⁾. Cependant, le dey a catégoriquement refusé de signer le document proposé par la Grande-Bretagne à ce sujet, affirmant son droit à la liberté d'action. Cela a conduit le gouvernement britannique à menacer l'Algérie militairement et à diriger sa flotte de guerre vers la capitale, formée de 32 navires, qui a ouvert le feu sur la ville. Néanmoins, les Algériens se sont mobilisés pour défendre leur



territoire et ont infligé des pertes à la flotte alliée, atteignant 883 militaires le 27 août 1817⁽¹²⁾.

En 1825, l'amiral "Neil" a tenté de s'emparer d'Alger, mais il a échoué et la campagne militaire n'a pas affecté la capacité défensive de la ville⁽¹³⁾.

L'Espagne, quant à elle, était également en conflit avec l'Algérie depuis la fin du XVIIIe siècle, ayant mené trois campagnes militaires contre elle, la première le 11 juillet 1775, qui a échoué et a contraint les forces militaires espagnoles à se retirer, avec 2800 morts et 2080 blessés. L'Espagne a réessayé de défier l'Algérie avec deux autres campagnes en 1783 et 1784, mais a également échoué, ce qui l'a poussée à opter pour un cessez-le-feu le 14 juin 1786 et à améliorer ses relations avec l'État algérien après avoir versé des compensations pour des pertes évaluées à 291 800 francs espagnols et s'être retirée d'Oran et du Grand Port en 1792, en échange d'avantages commerciaux et de droits de douan⁽¹⁴⁾.

Quant à la France, sa relation avec l'Algérie s'est stabilisée depuis la signature du traité de 1694, qui garantissait les intérêts commerciaux français sur les côtes orientales. Ces privilèges commerciaux ont été transférés à la Compagnie royale d'Afrique en 1792, qui s'est concentrée sur la préservation des avantages français face à l'accroissement de l'influence commerciale britannique⁽¹⁵⁾.

Pendant la Révolution française, la France a ressenti le besoin de l'aide algérienne (1796) et a alors emprunté à l'État algérien un

million de francs pour acheter du blé, tout en bénéficiant de facilités douanières. Cela a ultérieurement aggravé les relations entre les deux pays⁽¹⁶⁾.

Les événements de la Révolution française ont conduit à une réduction des activités commerciales françaises après la décision du Comité de salut public de remplacer la Compagnie royale par un établissement gouvernemental connu sous le nom d'Agence africaine en 1807. Cependant, cette dernière a rapidement échoué dans sa mission en raison de la concurrence britannique et de la concurrence des Juifs, ainsi que de ses difficultés financières, la poussant à céder ses privilèges aux Anglais en 1817⁽¹⁷⁾. Elle ne récupérera ses privilèges que par des efforts diplomatiques, après s'être engagée à verser un tribut annuel de 30 000 francs. Cela a duré jusqu'à l'émergence du conflit franco-algérien concernant les dettes dues par la France, qui a dégénéré en un affrontement militaire et un blocus maritime des côtes algérienne⁽¹⁸⁾.

Malgré les relations amicales entre l'Algérie et la France, ainsi que l'aide reçue pendant la période de coalition européenne contre elle et les privilèges commerciaux spécifiques accordés sur ses côtes, la France a renié tout cela et a œuvré pour s'emparer de l'Algérie, ce qui s'est concrétisé après l'imposition d'un blocus militaire maritime à partir de 1827, faisant de l'Algérie la première victime de l'expansion française au Maghreb⁽¹⁹⁾.

Voici la traduction du passage :

L'invasion française de l'Algérie:

La campagne française contre l'Algérie n'était pas une nouveauté, et son objectif n'était pas seulement de punir le dey et de restaurer l'honneur français, mais c'était une idée qui hantait



les dirigeants français depuis longtemps. Ils aspiraient à établir un empire colonial similaire à celui de la Grande-Bretagne, d'autant plus que l'Algérie n'était pas très éloignée de la métropole, facilitant ainsi sa conquête et l'exploitation de ses ressources. La France a exploité l'« incident du éventail » pour envahir l'Algérie et réaliser son projet colonial ⁽²⁰⁾ .

L'intérêt de la France pour établir des relations avec l'Algérie pour obtenir des privilèges, des prêts et signer des traités de paix en vue de mener des activités commerciales et d'exploiter les avantages le long des côtes algériennes date du XVI^e siècle. Ces privilèges ont été des facteurs de conflits et de tensions dans les relations algéro-françaises⁽²¹⁾ .

Ces relations se sont détériorées, surtout à cause de la question des dettes que la France avait contractées auprès de l'Algérie durant la Révolution française, via les Juifs « Youssef Yaacoub Cohen Bekri » et Bournaq, connu sous le nom de « Bouchnaq ». Ce sujet a été un déclencheur de crise entre l'Algérie et la France. De plus, les manigances du consul français Pierre Duval, qui a pris ses fonctions en Algérie le 28 août 1815, ont contribué à aggraver la situation ⁽²²⁾.

En 1827, lors de la fête de l'Aïd, tous les consuls européens se sont rendus au palais du dey Hussein pour présenter leurs vœux. Le dey les a bien accueillis, sauf le consul de France, M. Duval, qui ne jouissait pas du respect du gouverneur en raison de son

comportement, ce qui a conduit à une dispute. Le dey Hussein a demandé au consul français si son gouvernement avait répondu aux questions négociées avec lui, ce à quoi le consul a répondu par la négative, ajoutant que « son gouvernement préférerait envoyer sa flotte et ses armées sur les côtes algériennes et hisser ses drapeaux, pour servir d'exemple au dey, plutôt que de répondre à ses demandes » ⁽²³⁾.

Hamdane ben Othmane Khodja a rapporté que la réponse du consul était d'une impudence incroyable en s'adressant au dey : « Mon gouvernement ne se rabaissera pas à répondre à un homme comme vous. » Cela a suscité la colère du dey, qui a frappé le consul français avec l'éventail qu'il tenait et lui a demandé de partir. Le consul a profité de cette occasion pour se retirer en promettant d'informer son gouvernement de ce qui s'était passé. Alors que les consuls européens en Algérie et à Marseille tenaient le consul Duval responsable de cet incident, le gouvernement de Charles X a profité de cet événement pour se soustraire au paiement de ses dettes et justifier l'invasion de l'Algérie ⁽²⁴⁾.

Après le départ de Duval d'Algérie pour retourner en France, le consul de Sardaigne, le comte Datié Delato, a pris en charge les intérêts français en Algérie. Pendant ce temps, le gouvernement français a envoyé le commandant de la marine, "Koli", en Algérie à la tête de quatre navires de guerre, arrivant sur la côte d'Alger le 12 juin 1827. Il a adressé un ultimatum au dey et lui a donné quatre jours pour répondre à ses conditions, mais le dey Hussein a refusé. Le roi de France, Charles X, a alors ordonné à l'officier Koli d'imposer un blocus maritime sur la ville d'Alger à



partir du 16 juin 1827. Dès ce jour, le gouvernement français a commencé à préparer le projet de campagne (1827-1830), et le blocus a duré trois ans, sous prétexte de punir le dey Hussein ⁽²⁵⁾.

Certains historiens français affirment que les Algériens ont tenté de lever le blocus militaire imposé sur leurs côtes, préparant pour cela douze navires de guerre, équipés de 252 canons et avec à bord 3200 hommes. En réaction à ce blocus, la marine algérienne a commencé à détruire les centres commerciaux français, et le dey a ordonné la mobilisation de la flotte algérienne pour attaquer les navires français ⁽²⁶⁾.

Ainsi, le blocus de l'Algérie s'est poursuivi avec l'objectif de couper l'approvisionnement, mais l'insistance de la France sur ses demandes a conduit à son échec. Cela montre que « l'incident de l'éventail » n'était qu'un prétexte utilisé par la France pour justifier son occupation de l'Algérie. Après l'échec du blocus français sur les côtes algériennes, qui a duré trois ans (1827-1830), la France a retiré ses navires de guerre et a décidé d'envoyer une expédition militaire en Algérie le 31 mai 1830 pour l'occuper directement ⁽²⁷⁾.

Parmi les justifications de cette expédition, le consul français, le duc Duval, a déclaré le 12 mai 1830 qu'elle visait à mettre fin à la piraterie et à l'esclavage en Méditerranée, à se débarrasser du paiement des impôts et des tributs que les pays européens versaient, à punir le dey et à restaurer l'honneur français, tout en

exigeant des compensations. Le roi Charles X a déclaré dans un discours le 2 mai 1830 : « L'action que je vais entreprendre pour restaurer l'honneur de la France se fera, avec l'aide de Dieu, pour le bénéfice du christianisme tout entier. » ⁽²⁸⁾

3. Conclusion:

En conclusion, on peut dire que ces crises internes qu'a connues l'Algérie étaient en réalité une réaction naturelle à la politique de marginalisation adoptée par le gouvernement des Deys, notamment après le déclin du rôle des hommes de religion dans la médiation entre le régime et les exigences de la société algérienne. Bien que les gouvernements des Deys aient réussi à réprimer ces soulèvements et à rétablir la sécurité, ils ont en même temps causé d'importants dégâts économiques, aggravés par des catastrophes naturelles qui ont encore détérioré la situation.

À cela s'ajoutent les crises extérieures qui ont contribué à épuiser et affaiblir l'Algérie, la rendant ainsi la cible des ambitions des pays européens, en particulier la France, qui a prétexté plusieurs raisons pour envahir l'Algérie. Cela a été clairement justifié lors du blocus naval français imposé à l'Algérie en 1827. Après l'échec de ce dernier, la France a décidé d'envoyer une expédition militaire en 1830 pour l'occuper directement.

On peut également dire que les relations de l'Algérie avec les pays européens étaient tendues et hostiles, en raison des questions de butin, des tributs et des prisonniers, que les pays européens qualifiaient de piraterie. Cela a exposé l'Algérie à plusieurs expéditions européennes, sans qu'elle ne reçoive de véritable aide de l'Empire ottoman ou des pays voisins, qui se



sont contentés la plupart du temps d'exprimer leur désapprobation, sans plus.

4. قائمة المراجع:

¹⁻ ناصر الدين سعيدوني: عصر الأمير عبد القادر، دار البصائر، الجزائر، (د.ط.)، 2012، ص 114.

²⁻ صالح فركوس: الحاج أحمد باي قسنطينة (1826 _ 1850)، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، (د.ط)، 2009، ص 14.

³⁻ حنيفي هلايلي: أوراق في تاريخ الجزائر خلال العهد العثماني، دار الهدى، الجزائر، ط1، 2009، ص ص 11، 12.

⁴⁻ سهلية علوش: حصن الباستيون الفرنسي والسلطات المحلية في الجزائر العثمانية، مذكرة لنيل شهادة الماجستير في التاريخ الحديث، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة الأمير عبد القادر، قسنطينة، 2006/2005، ص 87.

⁵⁻ سفيان صغييري: العلاقات الجزائرية العثمانية خلال عهد الدايات في الجزائر (1671_ 1830)، رسالة لنيل شهادة الماجستير في التاريخ الحديث والمعاصر، كلية العلوم الانسانية والاجتماعية والعلوم الاسلامية، جامعة الحاج لخضر، باتنة، 2012/2011، ص 147.

⁶- ناصر الدين سعيدوني: دراسات وأبحاث في تاريخ الجزائر الفترة الحديثة والمعاصرة، المؤسسة الوطنية للكتاب، الجزائر، ج1، (د.ط)، 1988، ص 173_180.

⁷- جمال قنان: دراسات وأبحاث في تاريخ الجزائر الحديث والمعاصر، منشورات المتحف، الجزائر، (د.ط)، 1994، ص 92.

⁸- ناصر الدين سعيدوني: المرجع السابق، ص 116.

⁹- صالح فركوس: المرجع السابق، ص 17.

¹⁰- عبد الرحمان الجيلاني: تاريخ المدن الثلاث (الجزائر_ المدينة _ مليانة)، دار الأمة، الجزائر، (د.ط)، 2014، ص ص 114_115.

¹¹- حنيفة هلايلي: المرجع السابق، ص ص 97_98.

¹²- المرجع نفسه، ص 100.

¹³- اسماعيل أحمد ياغي: العالم العربي في التاريخ الحديث،، مكتبة العبيكات، الرياض، ط1، 1997، ص 254.

¹⁴- جون ب وولف: الجزائر وأوروبا (1830 _ 1500)، ترجمة وتعليق أبو القاسم سعد الله، دار الرائد، الجزائر، (د.ط)، 2009، ص 254.

¹⁵- Julien Charles André: histoire de l'Algérie contemporaine. La conquête et les débuts de la colonisation 1827- 1871, Casbah, Alger, 2005, p 22.

¹⁶- Ibid, p 23.



- ¹⁷ - محمد العربي الزبيري: تاريخ المغرب العربي الحديث، المؤسسة الجزائرية للنشر، الجزائر، (د.ط)، 1985، ص 103.
- ¹⁸ - سيمون بفايفر: مذكرات أو لمحة تاريخية عن الجزائر، تقديم وتعريب: أبو العيد دودو، الجزائر، مجلد 1، (د.ط)، 2009، ص ص 33_34.
- ¹⁹ - حمدان خوجة: المرأة، تعريب وتحقيق: العربي الزبيري، الشركة الوطنية للنشر والتوزيع، الجزائر، ط2، 1982، ص 142.
- ²⁰ - سيمون بفايفر: المصدر السابق، ص 33.
- ²¹ - عمار عمورة: الجزائر بوابة التاريخ، دار المعرفة، الجزائر، ج2، (د.ط)، 2006، ص 256.
- ²² - عمار عمورة: الموجز في تاريخ الجزائر، دارريحانة، الجزائر، ط1، 2002، ص 112.
- ²³ - محمد زروال: العلاقات الجزائرية الفرنسية 1791 _ 1830، المؤسسة الوطنية للكتاب، الجزائر، (د.ط)، 2009، ص 96.
- ²⁴ - بسام العسلي: المقاومة الجزائرية للاحتلال الفرنسي، دار الرائد، الجزائر، (د.ط) 2010، ص 56.
- ²⁵ - عمار عمورة: الموجز في تاريخ الجزائر، المرجع السابق، ص 113.

- ²⁶ - احميدة عميراي: دور حمدان خوجة في تطور القضية الجزائرية 1827 _
1830، دار البعث، قسنطينة، (د.ط)، 1987، ص 42.
- ²⁷ - احمد توفيق المدني: هذه هي الجزائر، مكتبة النهضة المصرية، القاهرة،
(د.ط)، (د.ت)، ص 78.
- ²⁸ - شالرويليام: مذكرات وليام شالرقنصل أمريكا في الجزائر، تعريب وتقديم:
اسماعيل العربي، الشركة الوطنية للنشر، الجزائر، (د.ط)، 1982، ص 147.